

UNIVERSAL MULTIMEDIA

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES AU 30/09/2009

Dénomination sociale et siège social :

UNIVERSAL MULTIMEDIA

Société anonyme au capital de 1 901 200 €

Siège social : 75 rue de Lourmel - 75015 Paris
330 148 438 R.C.S. Paris

SOMMAIRE

I.	BILAN CONSOLIDE.....	3
II.	ETAT DU RESULTAT GLOBAL	4
III.	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	6
IV.	TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	7
V.	TABEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	8
VI.	ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RELATIFS A L'EXERCICE AU 30 SEPTEMBRE 2009.....	9
	NOTE 1 : PRESENTATION DU GROUPE ET PRINCIPES COMPTABLES	10
	NOTE 2 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL	12
	NOTE 3 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	13
	NOTE 4 : STOCKS ET AUTRES CREANCES.....	14
	NOTE 5 : VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS	16
	NOTE 6 : CAPITAL SOCIAL.....	16
	NOTE 7 : VARIATION DES PROVISIONS	17
	NOTE 8 : PRET D'ACTIONS	17
	NOTE 9 : PASSIFS FINANCIERS	18
	NOTE 10 : ECHEANCE DES AUTRES DETTES	20
	NOTE 11 : INFORMATION PAR SECTEURS OPERATIONNELS.....	20
	NOTE 12 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	22
	NOTE 13 : IMPOTS	22
	NOTE 14 : PARTIES LIEES	23
	NOTE 15 : RESULTAT FINANCIER	24
	NOTE 16 : RESULTAT PAR ACTION	24
	NOTE 17 : PASSIFS EVENTUELS.....	24
	NOTE 18 : ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	25
	NOTE 19 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	25

I. BILAN CONSOLIDE

(en milliers d'euros)

	Notes	Au 30 sept 2009	Au 31 mars 2009
ACTIF			
Actif non courant:			
Ecarts d'acquisition			
Immobilisations incorporelles	(Note 2)		0
Immobilisations corporelles	(Note 3)	28	33
Actifs financiers non courants		17	8
Autres actifs non courants	(Note 4)	1 649	1 609
Impôts différés actif			
Total de l'actif non courant		1 694	1 650
Actif courant:			
Stocks	(Note 4)	113	365
Créances clients	(Note 4)	536	730
Autres actifs courants	(Note 4)	901	805
Actifs financiers disponibles à la vente			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(Note 5)	357	722
Total de l'actif courant		1 907	2 622
Total de l'actif		3 601	4 272
PASSIF			
Capitaux propres			
Capital souscrit, valeur nominale €1 par action, 1 901 200 actions émises et en circulation au 31 mars 2009 et au 31 mars 2008	(Note 6)	1 901	1 901
Prime d'émission		4 714	4 714
Résultat et Réserves consolidées		(14 974)	(14 439)
Capitaux propres recyclables			
Ecart de conversion		0	
Capitaux propres part du groupe		(8 359)	(7 824)
Intérêts minoritaires			
Total des capitaux propres		(8 359)	(7 824)
Passif non courant:			
Provisions part à plus d'un an	(Note 7)	56	71
Emprunts et passifs financiers à long terme, hors part à moins d'un an	(Note 9)	6 031	6 364
Engagements de crédit-bail, hors part à moins d'un an			
Autres passifs non courants	(Note 10)	2 870	2 968
Impôts différés passif			
Total Passif non courant		8 957	9 403
Passif courant:			
Emprunts et passifs financiers à long terme, part à moins d'un an	(Note 9)	870	443
Engagements de crédit-bail, part à moins d'un an			
Découverts bancaires			
Provisions, part à moins d'un an			150
Fournisseurs et comptes rattachés	(Note 10)	762	718
Dettes d'impôt sur les sociétés			
Dettes fiscales et sociales	(Note 10)	207	161
Autres passifs courants	(Note 10)	1 165	1 221
Total passif courant		3 004	2 693
Total du passif		3 601	4 272

II. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

A. COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES

(en milliers d'euros sauf nombre d'actions et données par action)	30-sept-09	30-sept-08	31-mars-09
	356	366	675
Chiffre d'affaires			
Autres produits de l'activité			
Achats consommés	(367)	(333)	(585)
Charges de personnel	(274)	(239)	(462)
Charges externes	(550)	(562)	(992)
Impôts et taxes	(7)	(124)	(68)
Dotation nette aux amortissements	(4)	(3)	(648)
Dotation nette aux provisions	296	(19)	131
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis			
Autres produits d'exploitation	232	235	465
Autres charges d'exploitation	(25)	(54)	(170)
Résultat opérationnel courant	(343)	(733)	(1 654)
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles (Note 12)	(2)		
Résultat opérationnel	(345)	(733)	(1 654)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			24
Coût de l'endettement financier brut			
Coût de l'endettement financier net			
Autres produits financiers (Note 15)	27	47	38
Autres charges financières (Note 15)	(217)	(734)	(926)
Charge d'impôt			
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Résultat net avant impôt des activités abandonnées			
Résultat net d'impôt des activités abandonnées			
Résultat net	(535)	(1 420)	(2 518)
- part du groupe	(535)	(1 420)	(2 518)
- intérêts minoritaires			
Résultat par action			
- Résultat de base par action	(0,28)	(0,75)	(1,33)
- Résultat dilué par action	(0,28)	(0,75)	(1,33)
Résultat par action des activités poursuivies			
- Résultat de base par action	(0,28)	(0,75)	(1,33)
- Résultat dilué par action	(0,28)	(0,75)	(1,33)
Nombre d'actions en circulation			
- Pour le calcul du résultat (perte) net de base par action	1 887 211	1 887 211	1 887 211
- Pour le calcul du résultat (perte) net dilué par action	1 887 211	1 887 211	1 887 211

B. ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	30-sept-09	30-sept-08	31-mars-08
Résultat net	(535)	(1 420)	(2 518)
Ecarts de conversion			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			
Réévaluation des immobilisations			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence			
Impôts			
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(535)	(1 420)	(2 518)
Dont part du groupe	(535)	(1 420)	(2 518)
Dont part des intérêts minoritaires			

III. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Reserves liées au capital	titres auto- detenus	Reserves et resultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux	Capitaux propres - part du groupe	Capitaux propres - part des minoritaires	Total capitaux propres
(en milliers d'euros)								
Capitaux propres clôture 31 mars 2008	1 901	4 714		(11 921)		(5 306)	3	(5 303)
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31 mars 2008 corrigée	1 901	4 714	0	(11 921)	0	(5 306)	3	(5 303)
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur titres auto-detenus								
Dividendes								
Résultat net de l'exercice				(1 420)		(1 420)		(1 420)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres								
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres								
Variations de périmètre								
Capitaux propres clôture 30 septembre 2008	1 901	4 714	0	(13 341)	0	(6 726)	3	(6 723)
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 30 septembre 2008 corrigée	1 901	4 714		(13 341)		(6 726)	3	(6 723)
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur titres auto-detenus								
Dividendes								
Résultat net de l'exercice				(1 098)		(1 098)		(1 098)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							(3)	(3)
Resultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres								
Variations de périmètre								
Capitaux propres au 31 mars 2009	1 901	4 714	0	(14 439)	0	(7 824)	0	(7 824)
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31 mars 2009 corrigée	1 901	4 714		(14 439)		(7 824)		(7 824)
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur titres auto-detenus								
Dividendes								
Résultat net de l'exercice				(535)		(535)		(535)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres								
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres								
Variations de périmètre								
Capitaux propres clôture 30 septembre 2009	1 901	4 714	0	(14 974)	0	(8 359)	0	(8 359)

IV. TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)

	30/09/2009	30/09/2008
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	(535)	(1 420)
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	(152)	31
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	217	721
Charges et produit calculés liés aux stock-options et assimilés		
Autres produits et charges calculés		
Plus et moins values de cession		
Profits et pertes de dilution		
Quote part de résultat liée aux sociétés mise en équivalence		
Dividendes (titres non consolidés)		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		
Coût de l'endettement financier net		
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(A) (470)	(668)
Impôts versés	(B)	
variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	(C) 192	3
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	(D)=(A+B+C) (278)	(665)
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(0)	(91)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)		
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	2	
Incidence des variations de périmètre		
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)		
Variation des prêts et avances consentis		
Subventions d'investissement reçues		
Autres flux liés aux opérations d'investissement		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(E) 2	(91)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
Versées par les actionnaires de la société mère		
Versées par les minoritaires des sociétés intégrées		
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		
Rachats et reventes d'actions propres		
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées		
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	(146)	(441)
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)		
Autres flux liés aux opérations de financement	57	
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(F) (89)	(441)
Incidence des variations des cours des devises	(G)	
VARIATION DE LA TRESORIE NETTE	(D+E+F+G) (365)	(1 197)

V. TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)

	Ouverture	Variation	Clôture
Trésorerie brute	(a) 722	(365)	357
Soldes débiteurs et concours bancaires courants	(b) 0		0
Trésorerie nette	(c) = (a) - (b) 722	(365)	357
Endettement financier brut	(d) 9 775	(4)	9 771
Endettement financier net	(d) - (c) 9 053	361	9 414

VI. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RELATIFS A L'EXERCICE AU 30 SEPTEMBRE 2009

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour les besoins de la présente annexe, les termes « UNIVERSAL MULTIMEDIA », « Société » et « Groupe » désignent l'ensemble formé par la société UNIVERSAL MULTIMEDIA S.A. et sa filiale.

ELEMENTS MARQUANTS

Historique

La Société a été victime d'un sinistre industriel au cours de l'année 2004.

En effet, elle s'est lancée au début de l'année 2004 dans la fabrication d'un téléviseur à écran plat LCD 26". Un sous-traitant était chargé de la conception, de la fabrication et de la mise au point de l'ensemble des moules constituant le « housing » complet du téléviseur, ainsi que de la production de différentes pièces constituant ce « housing » et notamment la façade 26 " grille carrée peinte.

Or, dès les premières livraisons, la Société a enregistré des réclamations sur la qualité de la part de ses clients, lesquelles mettaient en évidence l'existence d'un défaut de tenue de la peinture des façades fabriquées et produites par son sous-traitant.

En outre, le prix des téléviseurs plats a fortement baissé.

De plus, les événements sportifs de l'année 2004 (notamment le Championnat d'Europe de Football) n'ont pas été aussi porteurs que prévu.

La Société a éprouvé des difficultés à faire face à ses engagements, notamment vis-à-vis de ses partenaires financiers.

Ainsi, le 28 juin 2005, la Société s'est placée sous mandat ad hoc, puis sous mandat de conciliation afin de permettre à l'administrateur désigné de rechercher la conclusion d'un accord avec les créanciers dans le but de parvenir à faire face aux engagements de la Société et d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Par jugement du 13 février 2006, le Tribunal de Commerce de Paris a ouvert une procédure de redressement judiciaire (loi 2005) avec une période d'observation de quatre mois prorogée de quatre mois. Le 27 novembre 2006, le Tribunal de Commerce de Paris a prorogé la période d'observation jusqu'au 13 février 2007. Par jugement en date du 12 février 2007, la période d'observation a été prolongée jusqu'au 13 avril 2007.

Le 2 avril 2007, un plan de continuation sur dix ans a été accepté par le Tribunal de Commerce de Paris.

NOTE 1 : PRESENTATION DU GROUPE ET PRINCIPES COMPTABLES

Principes comptables et principes de consolidation

Les états financiers intermédiaires semestriels au 30 septembre 2009 ont été préparés selon IAS 34 Information financière intermédiaire.

Les états financiers intermédiaires ne comportent pas toutes les informations requises dans des états financiers annuels, et doivent être lus en rapport avec les états financiers annuels du Groupe au 31 mars 2009.

Principes comptables

Les principes comptables suivis dans la préparation des états financiers intermédiaires au 30 septembre 2009 du Groupe Universal Multimédia sont les mêmes que ceux suivis dans la préparation des comptes annuels au 31 mars 2009. Les nouvelles normes ou interprétations entrées en vigueur au 1er janvier 2009 sont également appliquées, mais n'ont pas d'effet significatif sur l'information financière présentée à l'exception des points présentés ci-dessous.

Le Groupe a appliqué les normes présentées ci-après qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. L'application de ces normes affecte uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes :

- IAS 1 Révisée, présentation des états financiers : cette norme introduit la notion de résultat global total qui présente les variations de capitaux propres de la période, autres que celles résultant de transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. Le Groupe a choisi de présenter l'état du résultat global en deux états (Compte de résultat consolidé et Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres). Le Groupe a également choisi de nommer les états en utilisant les titres tels que précédemment comme cela est autorisé dans la norme.
- IFRS 8, Secteurs opérationnels : Le Groupe applique la norme IFRS 8 pour la première fois au 30 septembre 2009. Cette norme remplace la norme IAS 14, Information sectorielle. Conformément à IFRS 8, l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe Universal Multimédia.

Cette norme requiert une modification de la présentation et de la note relative à l'information sectorielle qui est basée sur le reporting interne régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources. Le principal opérationnel du Groupe, qui est en charge de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président du Conseil d'Administration qui prend les décisions stratégiques.

Les informations à fournir en application de la norme IFRS 8, y compris les informations comparatives révisées compte tenu des dispositions d'application d'IFRS 8, sont communiquées en Note 11.

Contexte spécifique aux comptes consolidés intermédiaires au 30 septembre 2009

Les comptes consolidés du groupe UNIVERSAL MULTIMEDIA au titre du semestre clos le 30 septembre 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 11 décembre 2009.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2009, la société Universal Multimédia SA a réalisé un chiffre d'affaires de 91 milliers d'euros, et un résultat de (316) milliers d'euros.

Hypothèses structurantes de la continuité d'exploitation

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA a procédé en novembre 2009 à la relance d'une partie de ses activités, dans le cadre de la mise en œuvre des contrats de distributions conclus au cours du 1er semestre du présent exercice.

L'incidence positive de l'exercice de cette activité sur la situation de trésorerie de la société est attendue à compter du 2ème trimestre civil de l'année 2010.

De ce fait, le plan de trésorerie prévisionnel établi dans le cadre du budget de l'exercice social prochain fait ressortir une baisse continue du niveau de la trésorerie positive au cours des prochains mois, pour atteindre un point bas situé en avril 2010, avec le paiement du dividende annuel (pour 589 K€) du plan d'apurement du passif. Ces documents prévisionnels ont été établis en tenant compte des données les plus récentes et prudentes. Néanmoins, toute prévision comportant nécessairement une part d'aléa, certaines des hypothèses retenues pour l'établissement de ces prévisions pourraient être infirmées dans leur réalisation.

Le respect de ce plan de trésorerie prévisionnel dépend notamment de l'encaissement à bonne date des créances détenues sur la société BYA ELECTRONIC pour 295 720,47 €. Faute de l'encaissement de cette somme aux échéances de règlement prévues (janvier à avril 2010), la société UNIVERSAL MULTIMEDIA devrait faire face à une impasse de trésorerie qui l'empêcherait de payer à bonne date certaines de ses dettes échues (incluant le dividende annuel du plan d'apurement du passif), ce qui pourrait compromettre la continuité de son exploitation. Afin d'écarter ce risque, compte tenu de l'importance de l'enjeu que représente le strict respect par la société BYA ELECTRONIC de ses échéances de règlement, dans le contexte d'un récent durcissement par l'Algérie des conditions de transfert de fonds à l'étranger, Messieurs Kaci et Slimane AIT YALLA ont pris l'engagement solidaire de se substituer totalement et sans délai à la société BYA ELECTRONIC, au cas où celle-ci ne serait pas en mesure de régler à bonne date les échéances de règlement de sa dette de 295 720,47 €. Cette créance est distincte de celle de 2 159 040 € détenue par UNIVERSAL MULTIMEDIA sur la même société, ayant fait l'objet d'un plan de règlement échelonné allant d'avril 2009 à avril 2016.

NOTE 2 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

Il n'y a pas d'immobilisations incorporelles dans les comptes au 30 septembre 2009.

Les frais de développement relatifs à deux projets, une carte et un processeur idéographique, ont été capitalisés au 31 mars 2008 chez la société mère, pour un montant de 566 milliers d'euros.

Les frais de développement engagés au titre de l'exercice 2008 / 2009 se sont élevés à 259 milliers d'euros, et au titre du 1^{er} semestre de l'exercice 2009 / 2010 à 130 milliers d'euros.

Les frais capitalisés sont constitués pour leur majeure partie de frais de personnel.

Au cours de l'exercice, la société a poursuivi son effort de recherche et a notamment été amenée à engager des charges de développement de produits.

Les produits dérivés de ces projets (produits téléviseurs LCD Full-HD), préparés en partenariat avec le constructeur taïwanais T.P.V., ont été présentés au MEDPI à Monaco en mai 2008 et ont obtenu un écho favorable auprès de la grande distribution et des revendeurs.

Dans les circonstances où la reprise de l'activité, initialement envisagée à la fin de l'année civile précédente, n'a pas encore été rendue effective, compte tenu des retards liés aux choix des partenaires commerciaux et financiers sur lesquels le groupe a prévu de s'appuyer, celui-ci a été amené à reconsidérer les critères sur la base desquels les normes comptables exigent la comptabilisation à l'actif du bilan des coûts liés aux projets de développement.

Faute d'une finalisation à la date d'arrêté des comptes annuels au 31 mars 2009 de l'accord cadre pluriannuel attendu, par lequel le Groupe prévoit de relancer son activité, il a été considéré que la condition par laquelle les projets de développement entrepris devaient permettre d'envisager des avantages économiques futurs, n'était pas établie avec un caractère de probabilité suffisant à l'occasion de cette clôture.

De ce fait, la société a été conduite :

- à ne porter à l'actif de son bilan aucune charge de développement encourue au cours du deuxième semestre de l'exercice clos le 31 mars 2009,
- à décomptabiliser les charges portées à l'actif à ce titre jusqu'au 30 septembre 2008 (impact de la décomptabilisation mentionné sur la ligne du compte de résultat « dotations nettes aux amortissements et provisions » pour un montant de 637 milliers d'euros).

Au 30 septembre 2009 la société a continué à ne porter à l'actif de son bilan aucune charge de développement encourue au cours du premier semestre de l'exercice clos le 31 mars 2010.

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	30-sept-09			31-mars-09		
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Constructions/agencements	-	-	-	-	-	-
Matériel et outillage	38	25	13	38	23	15
Matériel et outillage en CB	316	316	0	316	316	0
Autres immobilisations corporelles	41	26	15	41	23	18
Autres immobilisations corporelles en CB	9	9	0	9	9	-
Immobilisations corporelles en cours						
Total des immobilisations corporelles	404	376	28	404	371	33

La variation des immobilisations corporelles brutes est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde d'ouverture	Acquisitions	Mises au rebut et cessions	Virements de poste à poste	Ecarts de conversion	Solde de clôture
Constructions/agencements	0					0
Matériel et outillage	38					38
Matériel et outillage en CB	316					316
Autres immobilisations corporelles	41	0				41
Autres immobilisations corporelles en CB	9					9
Immobilisations corporelles en cours	0					
Total des immobilisations corporelles	404	0	0	0	0	404

La variation des amortissements des immobilisations corporelles est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde d'ouverture	Dotations	Diminutions	Virements de poste à poste	Ecarts de conversion	Solde de clôture
Constructions	0					0
Matériel et outillage	23	2				25
Matériel et outillage en crédit-bail	316	0				316
Autres immobilisations corporelles	23	3				26
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	9					9
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	371	5	0	0	0	376

NOTE 4 : STOCKS ET AUTRES CREANCES

Les stocks s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeurs nettes	Valeurs nettes
		30-sept-09		31-mars-09
Matières premières	2 275	-2 218	57	44
Produits finis	140	-98	42	42
Marchandises	16	-2	14	279
Total	2 431	-2 318	113	365

La variation des provisions pour dépréciation des stocks s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Solde au 1 ^{er} avril 2009	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice non utilisées	Reprises de l'exercice utilisées	Solde au 30 septembre 2009
Provision pour dépréciation des :					
Matières premières	-2 221	-2 318	2 321		-2 218
Produits finis	-98				-98
Marchandises	-27		25		-2
Total des dépréciations	-2 346	-2 318	2 346	0	-2 318

L'échéance des créances nettes de l'actif circulant au 30 septembre 2009 s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Part à moins d'un an	Part à plus d'un an
Créances clients et rattachées	3 676	1 491	2 185	536	1 649
Créances sociales	7		7	7	-
Créances fiscales	113		113	113	-
Avances et acomptes	109		109	109	-
Autres créances	1039	370	669	669	-
Impôts courants			0	0	-
Charges constatées d'avance	3		3	3	-
Total des autres actifs courants / non courants	1 271	370	901	901	0

A l'occasion de l'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2005, 200 K€ de travaux restant à effectuer ont été provisionnés à l'égard du marché de 2,71 M€ « Unité de productions électroniques ».

A la fin de l'exercice clos le 31 mars 2005, les travaux avaient donné lieu à une réception provisoire conditionnée à la fin des travaux, tests de performance du matériel et formation du personnel à l'utilisation du matériel.

Les conditions tarifaires liées aux prestations restant à fournir par Universal Multimédia ont été corrigées au 31 mars 2006 suite à l'évolution des coûts humains et aux difficultés pour recruter du personnel qualifié sur du matériel très spécifique.

C'est ainsi qu'au 31 mars 2006, la provision est passée à 230 milliers d'euros.

Les différentes procédures qui ont accaparé Universal Multimédia pendant deux ans et demi, n'ont pas permis l'avancement des travaux. Cet état de fait a entraîné un préjudice pour BYA et est entièrement lié à Universal Multimédia, préjudice qui les empêche à ce jour de mettre en production des kits téléviseurs livrés récemment par Universal Multimédia.

La provision de 230 milliers d'euros a été maintenue pour les exercices clos le 31 mars 2007 et le 31 mars 2008.

A ce jour, une partie des travaux de « queue de chantier » ont été pris en charge sur place par BYA afin d'accélérer la finalisation des installations. Cette prise en charge s'élève aujourd'hui à 130.000 euros. L'ensemble de ces coûts ont été assumés pour le moment en intégralité par BYA et n'a pas fait l'objet de facturation par eux à Universal Multimédia.

En parallèle, nous avons mis en place en avril 2008 un accord de règlement de la créance BYA sur huit ans par annuités progressives, la première annuité ayant été réglée début avril 2009.

Nous avons obtenu l'assurance que tous les moyens seront mis en œuvre par la société BYA pour régler sa dette vis-à-vis de la société Universal Multimédia.

L'actualisation de cette créance au taux de 5% se traduit par une diminution de cette créance de 402 milliers d'euros. Ce taux fait référence au taux moyen de financement à court terme constaté en 2007 (source INSEE).

Les dépréciations sur créances ont évolué comme suit :

(en milliers d'euros)	Solde au 1 ^{er} avril 2009	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice non utilisées	Reprises de l'exercice utilisées	Autres mouvements	Ecart de conversion	Solde au 30 septembre 2009
Dépréciation sur comptes clients	1 481	10					1 491
Dépréciation sur autres créances	481	18	-129				370
Total des dépréciations	1 962	28	-129	0	0	0	1 861

NOTE 5 : VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Pour les prêts et avances, les créances clients, les autres créances, la trésorerie et équivalents de trésorerie, les dettes fournisseurs, les dépôts et cautionnements, les autres dettes et les emprunts à moins d'un an, le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan peut être considérée comme la valeur de marché la plus représentative.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie consolidé, la rubrique trésorerie comprend les éléments suivants au 30 septembre 2009 :

En milliers d'euros	30-sept-09	30-sept-08	31-mars-09
Comptes bancaires courants	330	1306	188
Equivalents de trésorerie (SICAV et billets de trésorerie)	27	274	534
Trésorerie disponible	357	1 580	722
Moins : découverts bancaires			
Trésorerie retenue pour le tableau des flux de trésorerie	357	1 580	722

NOTE 6 : CAPITAL SOCIAL

Généralités

Le capital social se compose, au 30 septembre 2009, de 1.901.200 actions ordinaires de valeur nominale de 1 euro chacune.

Il n'y a eu aucune opération effectuée sur le capital au cours des deux dernières années.

La Société ne possède pas d'instruments de capitaux propres tels que les bons de souscription d'actions par exemple.

Gestion du capital

Les modifications du capital et des droits attachés aux titres qui le composent sont soumises aux prescriptions légales, les statuts ne prévoyant pas de dispositions spécifiques.

La société avait pour objectif le retour à la cotation dans les meilleurs délais. Il n'y avait pas de condition préalable (objectif ou exigence interne ou externe) en matière de capital à la réalisation de cet objectif. Par capital, la société considère ici les capitaux propres consolidés part du groupe tels que présentés au bilan, et dont la variation est détaillée dans le tableau de variation des capitaux propres. La Société a repris sa cotation en date du 8 juillet 2009.

Le Groupe n'a pas d'engagements contractuels de respect de ratios d'endettement.

Le Groupe n'a opéré aucun changement par rapport à l'exercice précédent sur les objectifs, la politique et la procédure de gestion de son capital.

NOTE 7 : VARIATION DES PROVISIONS

Les provisions se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Solde au 1 ^{er} avril 2009	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice non utilisées	Reprises de l'exercice utilisées	Effet des actualisations	Solde au 30 septembre 2009	Dont part courante	Dont part non courante
Provisions pour Service après Vente	0							
Provisions pour garanties données	0							
Provisions pour indemnités de départ en retraite	27		-17			10		10
Provisions sur avances aux personnes	0					0		
Provisions pour impôts	0					0		
Provisions pour litiges	100			-58	4	46		46
Provisions pour autres charges	93			-93		0		
Total des Provisions	220	0	-17	-151	4	56	0	56

NOTE 8 : PRET D'ACTIONS

Les deux principaux actionnaires ont respectivement prêtés 69.204 actions Universal Multimédia et 15.210 actions Universal Multimédia à la Société afin de boucler le montage du financement de Revox Inc.

Ces prêts d'actions ont été comptabilisés au cours du jour du transfert soit à 8,42 euros. Or, l'opération d'acquisition de la société Revox Inc. a été conclue sur la base d'une valeur d'action d'Universal Multimédia de 14,45 euros. L'écart entre la valeur du protocole et la

valeur du titre au moment du prêt avait été porté sur l'exercice précédent en compte d'écart de conversion pour un montant de 509.016 euros.

Dans la mesure où les actions Universal Multimédia font l'objet d'une suspension de cotation en décembre 2004, ces prêts ont été valorisés à la valeur de 1 euro chacun, d'où un écart complémentaire de 417.000 euros constaté au 31 mars 2005.

C'est ainsi que l'écart global concerné par ces prêts d'action s'élève au 30 septembre 2009 à 1.219.780 euros.

La valeur de remboursement des titres prêtés ne pourra être supérieure à 14,45 euros, soit la valeur du protocole d'acquisition.

Les deux contrats de prêt de consommation sont arrivés à échéance au cours de l'exercice 2007 / 2008. Les titres n'ayant pas encore été restitués aux prêteurs, ceux-ci possèdent de ce fait une créance de restitution des titres envers la société Universal Multimédia, même si le remboursement des deux prêts n'a pas été exigé à l'échéance.

De même qu'à la clôture de l'exercice précédent, la dette de la Société à l'égard des prêteurs a été maintenue pour mémoire, compte tenu de la suspension de la cotation du cours de l'action au 31 mars 2009.

Par prudence, le montant de la dette initialement constatée à l'égard des prêteurs, qui s'élève à 1.220 milliers d'euros, a néanmoins été maintenu au passif du bilan, au poste compte d'écart pour 1.163 milliers d'euros et au poste de prêts d'action (compte de classe 16) pour 57 milliers d'euros.

NOTE 9 : PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers du Groupe se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	30-sept-09	31-mars-09
Emprunts auprès des établissements de crédit	6	628
Dettes financières diverses	5866	5 569
Avances conditionnées	159	167
Intérêts courus non échus		
Sous-total : Emprunts et passifs financiers à long terme, hors part à moins d'un an	6 031	6 364
Découverts bancaires		
Total des passifs financiers non courants Hors location-financement	6 031	6 364
Engagements de location-financement		
Total des passifs financiers non courants y compris location-financement	6 031	6 364
Emprunts auprès des établissements de crédit	1	45
Dettes financières diverses	846	387
Avances conditionnées	23	11
Intérêts courus non échus		
Sous-total : Emprunts et passifs financiers à long terme, part à moins d'un an	870	443
Découverts bancaires		
Engagements de location-financement		
Total des passifs financiers courants	870	443

Comme il est indiqué dans les éléments marquants, le plan de continuation de la société a été approuvé le 2 avril 2007.

Les créances admises au plan de continuation ont été échéancées de la manière suivante : le remboursement doit intervenir chacune des dix années suivant l'approbation du plan, à la date anniversaire de celui-ci, et à hauteur des montants suivants : années 1 à 3 : 5%, années 4 à 9 : 12,5%, et année 10 : 10%.

Ces dettes ont été actualisées au taux de 5% (faisant référence au taux moyen de financement à court terme constaté en 2007 (source INSEE). L'impact sur le résultat du semestre est une charge de 182 milliers d'euros.

NOTE 10 : ECHEANCE DES AUTRES DETTES

L'échéance des autres dettes au 30 septembre 2009 s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Total	Part à moins d'un an	Part à plus d'un an
Fournisseurs et comptes rattachés	2 577	762	1 815
Dettes fiscales	422	75	347
Dettes sociales	533	132	401
Dette d'impôt			
Produits constatés d'avance			
Dettes diverses	309	2	307
Compte d'écart (voir Note 8)	1 163	1 163	
Total des fournisseurs et autres dettes	5 004	2 134	2 870

Comme il est indiqué dans les éléments marquants, le plan de continuation de la Société a été approuvé le 2 avril 2007.

Ces dettes ont été actualisées au taux de 5% (faisant référence au taux moyen de financement à court terme constaté en 2007 (source : INSEE). L'impact sur le résultat du semestre est une charge de 75 milliers d'euros.

Les créances admises au plan de continuation ont été échéancées de la manière suivante : le remboursement doit intervenir chacune des dix années suivant l'approbation du plan, à la date anniversaire de celui-ci, et à hauteur des montants suivants : années 1 à 3 : 5%, années 4 à 9 : 12,5%, et année 10 : 10%.

NOTE 11 : INFORMATION PAR SECTEURS OPERATIONNELS

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Opérationnel du Groupe (le Président du Conseil d'Administration) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance. La direction évalue la performance de ces secteurs opérationnels à partir du résultat opérationnel courant.

Secteurs opérationnels :

Les secteurs opérationnels du Groupe sont les suivants :

- Prestations de service et conseils

Le secteur Prestations de service et conseils regroupe les prestations de « sourcing » de produits finis, de « sourcing » et « manufacturing » de produits dits « technologique ».

- Commercial, signage et Recherche et développement

Ce secteur regroupe toute l'activité d'achat/revente et toute la partie Recherche et développement.

- Activités diverses :

Ce secteur regroupe toutes les activités ne répondant pas aux caractéristiques des secteurs tels que définis ci-dessus.

La contribution de chaque secteur opérationnel aux comptes du Groupe est détaillée ci-après :

(en milliers d'euros)	Prestations de service et conseils	Activité commercial, signage et recherche et développement	Activités diverses	Total
Chiffre d'affaires		341	15	356
Résultat opérationnel courant	(25)	(202)	(116)	(343)

Principaux clients :

Les principaux clients (représentant plus de 10 % du chiffre d'affaires) sont :

(en milliers d'euros)	Prestations de service et conseils	Activité commercial, signage et recherche et développement	Activités diverses	Total
CDISCOUNT		265		265
CODIAM		76		76

NOTE 12 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

En milliers d'euros	30/09/2009	30/09/2008	31/03/2009
Produits de cession d'immo. corporelles Autres produits (charges) non courants	-2		
VNC des immo. incorporelles cédées VNC des immo. corporelles cédées VNC des immo. financières cédées			
Autres produits et charges non courants	-2	0	0

NOTE 13 : IMPOTS

L'impôt sur les bénéfices enregistré au compte de résultat se décompose comme suit :

en milliers d'euros	30-sept-09	30-sept-08	31-mars-09
France	0	0	0
Total impôt courant	0	0	0
France	0	0	0
Total impôt différé	0	0	0
Total de la charge d'impôt	0	0	0

Le Groupe n'a pas constaté d'impôt différé au bilan.

En particulier, il n'a pas été constaté d'impôt différé actif au titre des reports déficitaires. Les reports déficitaires non constatés s'élèvent à environ 19 millions d'euros, calculés comme suit :

en millions d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt différé actif non constaté
France	19	33,33%	6,3
Total			6,3

Preuve d'impôt

La « preuve d'impôt » consiste à effectuer le rapprochement entre la charge d'impôt totale comptabilisée dans le résultat comptable de l'exercice et la charge d'impôt théorique calculée en appliquant au résultat consolidé avant impôt le taux d'impôt applicable à l'entreprise consolidante sur la base des textes fiscaux en vigueur.

Le tableau ci-dessous porte sur la charge d'impôt des activités poursuivies.

en milliers d'euros	30-sept-09	30-sept-08	31-mars-09
Résultat net avant impôt des activités poursuivies	-535	-1 420	-2 518
Taux d'impôt	33,33%	33,33%	33,33%
Impôt théorique	178	473	839
Effet de la non comptabilisation d'impôt différé sur les différences temporaires fiscales			
Crédit d'impôt recherche			
Effet des plus-values exonérées d'imposition			
Correction sur exercices antérieurs			
Non reconnaissance des impôts différés actifs sur reports déficitaires	-115	-441	-409
Ecritures de retraitement non fiscalisées (1)	-62	0	-501
Autres différences permanentes	-1	-32	71
Impôt comptabilisé	0	0	0
Taux d'impôt effectivement constaté	0,0%	0,0%	0,0%

(1) Il s'agit essentiellement des charges d'actualisation des dettes (221) K€.

NOTE 14 : PARTIES LIEES

Rémunération des dirigeants

Les rémunérations versées au titre de l'exercice aux mandataires sociaux d'Universal Multimédia S.A. se sont élevées à 26 milliers d'euros.

Aucune autre rémunération n'a été versée sous forme de jetons de présence ou de paiement en actions.

Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucun avantage postérieur à l'emploi, d'aucun autre avantage à long terme, d'aucune indemnité de fin de contrat de travail en cas de départ à la retraite, cessation de fonction ou autres.

Autres relations avec les parties liées

Un contrat prévoit la location par M. AIT YALA à la Société d'un local commercial (voir note 16 des états financiers annuels du Groupe au 31 mars 2009).

NOTE 15 : RESULTAT FINANCIER

en milliers d'euros	30-sept-09	30-sept-08	31-mars-09
Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie	1	17	24
Charges d'intérêts sur la dette financière			
Produit d'actualisation des dettes	-217	-721	-896
Gains (pertes) de change	19	-8	-25
Provisions	7		-5
Juste valeur des valeurs mobilières de placement			
Autres produits (charges) financières		25	38
Autres produits et charges financiers	-191	-704	-888
Total	-190	-687	-864

Les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie sont constitués exclusivement de produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement.

La charge financière d'actualisation des dettes, constatée au 30 septembre 2009, résulte de l'actualisation des dettes financières et des autres dettes en fonction du plan de continuation du 2 avril 2007, ainsi que de l'actualisation de la créance sur la société BYA, au taux de 5 %. Ce taux de 5 % a été retenu par référence au taux moyen de financement à court terme constaté en 2007 (source INSEE).

NOTE 16 : RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Cette présentation est effectuée respectivement pour le résultat des activités poursuivies, et pour le résultat des activités non poursuivies.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice plus le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui auraient été émises ensuite à la conversion de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives en actions ordinaires.

Le nombre d'actions en circulation au 30 septembre 2009 et au 30 septembre 2008 (hors actions propres) est de 1.901.200 – 13.989 (actions propres) = 1.887.211 actions.

NOTE 17 : PASSIFS EVENTUELS

Le Groupe n'a pas connaissance de passifs éventuels significatifs.

NOTE 18 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Aucun changement significatif n'a été constaté sur les engagements hors bilan depuis la clôture de l'exercice précédent, à l'exception de l'engagement solidaire reçu par la société, sans bénéfice de division et de discussion, de messieurs Kaci et Slimane AIT YALLA, de se porter garant du paiement à bonne date de la créance de 295 K€ détenue sur la société BYA ELECTRONIC, engagement déjà évoqué en note 1.

NOTE 19 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aux termes d'une décision en date du 3 novembre 2009 prise par la société Universal Multimédia, agissant en qualité d'associé unique de la société Continental Edison, la dissolution sans liquidation de cette dernière a été décidée conformément à l'article 1844-5 du Code Civil alinéa 3. A la connaissance de la Société, il n'existe aucun litige, arbitrage ou autre fait exceptionnel survenu postérieurement à la date du 30 septembre 2009, susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.



Société Anonyme au Capital de 1 901 200 €

Siège social : 75 rue de Lourmel, 75015 Paris.

RCS Paris B 330 148 438

Société cotée sur Eurolist d'Euronext, compartiment C.

Code ISIN : FR0000057903 - Code Reuters : UMUL.LN - Code Datastream : F:UNIV

Rapport financier semestriel Semestre clos le 30 septembre 2009

Le présent rapport a été diffusé conformément aux dispositions de l'article L.451-1-2 *III* du Code Monétaire et Financier et des articles 222-4 et suivants du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF »). Il est notamment disponible sur le site de notre société www.universal-multimedia.net.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Historique et événements marquants survenus dans le groupe au cours du semestre écoulé

Par jugement du 13 février 2006, le Tribunal de Commerce de Paris a ouvert une procédure de redressement judiciaire au profit de la société. Le 2 avril 2007, un plan de continuation sur 10 ans a été adopté et homologué par le Tribunal de Commerce de Paris.

Depuis octobre 2008, Universal Multimédia détient 100% de Continental Edison.

Aux termes d'une décision en date du 3 novembre 2009 prise par la société Universal Multimédia, agissant en qualité d'associé unique de la société Continental Edison, la dissolution sans liquidation de cette dernière a été décidée conformément à l'article 1844-5 du Code Civil alinéa 3.

Les secteurs opérationnels du Groupe, conformément à la première application de la norme IFRS 8, sont désormais les suivants :

- Prestations de service et conseils

Le secteur Prestations de service et conseils regroupe les prestations de « sourcing » de produits finis, de « sourcing » et « manufacturing » de produits dits « technologiques ».

- Commercial, signage et Recherche et développement

Ce secteur regroupe toute l'activité d'achat/revente et toute la partie Recherche et développement.

- Activités diverses :

Ce secteur regroupe toutes les activités ne répondant pas aux caractéristiques des secteurs tels que définis ci-dessus.

La société a repris sa cotation en date du 8 juillet 2009. Les actions de la société Universal Multimédia sont cotées Code ISIN FR0000057903 au compartiment C Euronext Paris.

Méthodes d'évaluation et principes de consolidation

Les principes comptables suivis dans la préparation des états financiers intermédiaires au 30 septembre 2009 du Groupe Universal Multimédia sont les mêmes que ceux suivis dans la préparation des comptes annuels au 31 mars 2009. Les nouvelles normes ou interprétations entrées en vigueur au 1er janvier 2009 sont également appliquées, mais n'ont pas d'effet significatif sur l'information financière présentée à l'exception des points présentés dans les comptes consolidés au 30 septembre 2009.

Le Groupe a appliqué les normes présentées dans les comptes consolidés au 30 septembre 2009 qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. L'application de ces normes affecte uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes :

- IAS 1 Révisée, présentation des états financiers : cette norme introduit la notion de résultat global total qui présente les variations de capitaux propres de la période, autres que celles résultant de transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. Le Groupe a choisi de présenter l'état du résultat global en deux états (Compte de résultat consolidé et Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres). Le Groupe a également choisi de nommer les états en utilisant les titres tels que précédemment comme cela est autorisé dans la norme.
- IFRS 8, Secteurs opérationnels : Le Groupe applique la norme IFRS 8 pour la première fois au 30 septembre 2009. Cette norme remplace la norme IAS 14, Information sectorielle. Conformément à IFRS 8, l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe Universal Multimédia.

Cette norme requiert une modification de la présentation et de la note relative à l'information sectorielle qui est basée sur le reporting interne régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources. Le principal opérationnel du Groupe, qui est en charge de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président du Conseil d'Administration qui prend les décisions stratégiques.

Principaux risques et incertitudes pour les 6 prochains mois

Risques juridiques

En mars 2005, l'un des commissaires aux comptes en poste, M.Hérait, a fait une révélation aux Procureurs de la République de Montargis et de Paris sur les comptes arrêtés au 30 juin 2004 et plus particulièrement sur le problème de cessions par voie de bordereau Dailly de certaines factures litigieuses. Le second commissaire aux comptes ne s'est pas joint à cette révélation. Par courrier du 21 mars 2005, la société Universal Multimédia a contesté l'ensemble des griefs soulevés par M.Hérait. Les comptes semestriels arrêtés au 30 juin 2004 ont été certifiés par ce même collège de commissaires aux comptes le 26 janvier 2005. Le Tribunal de Grande Instance de Paris a rendu sa décision, qui devra être publiée dans un quotidien national, le 12 juin 2009 : les réparations prononcées ont été comptabilisées dès 2004 et n'auront donc pas d'impact sur les comptes de la société. Toutefois, la société Universal Multimédia contestant le principe même de la condamnation a interjeté appel de ce jugement et entend en obtenir la réformation.

Une action prud'homale a été engagée par un ancien salarié. L'audience est fixée au 15 avril 2010 devant la Cour d'appel de Paris. Une provision de 30 K€a été comptabilisée dans les comptes du 30 septembre 2009.

Une action devant le Tribunal des Affaires sociales est engagée par un ancien intérimaire : une provision de 26 K€ a été comptabilisée dans les comptes du 30 septembre 2009.

Risques liés aux clients

Une créance résiduelle subsiste pour 2454 K€ et concerne un seul client. Un plan de remboursement établi sur 8 ans a été mis en place pour un montant de 2 159 K€. La seconde annuité de cet échéancier est à régler en avril 2010.

Un second échéancier de paiement a été mis en place en septembre 2009 prévoyant le règlement de 295 K€ en cinq mensualités de janvier 2010 à avril 2010.

Sur ce semestre, la part de ce client dans le chiffre d'affaires total est nulle.

Risques de liquidité et de trésorerie :

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA a procédé en novembre 2009 à la relance d'une partie de ses activités, dans le cadre de la mise en œuvre des contrats de distributions conclus au cours du 1^{er} semestre du présent exercice.

L'incidence positive de l'exercice de cette activité sur la situation de trésorerie de la société est attendue à compter du 2^{ème} trimestre civil de l'année 2010.

De ce fait, le plan de trésorerie prévisionnel établi dans le cadre du budget de l'exercice social prochain fait ressortir une baisse continue du niveau de la trésorerie positive au cours des prochains mois, pour atteindre un point bas situé en avril 2010, avec le paiement du dividende annuel (pour 589 K€) du plan d'apurement du passif. Ces documents prévisionnels ont été établis en tenant compte des données les plus récentes et prudentes. Néanmoins, toute prévision comportant nécessairement une part d'aléa, certaines des hypothèses retenues pour l'établissement de ces prévisions pourraient être infirmées dans leur réalisation.

Le respect de ce plan de trésorerie prévisionnel dépend notamment de l'encaissement à bonne date des créances détenues sur la société BYA ELECTRONIC pour 295 720,47 €. Faute de l'encaissement de cette somme aux échéances de règlement prévues (janvier à avril 2010), la société UNIVERSAL MULTIMEDIA devrait faire face à une impasse de trésorerie qui l'empêcherait de payer à bonne date certaines de ses dettes échues (incluant le dividende annuel du plan d'apurement du passif), ce qui pourrait compromettre la continuité de son exploitation. Afin d'écarter ce risque, compte tenu de l'importance de l'enjeu que représente le strict respect par la société BYA ELECTRONIC de ses échéances de règlement, dans le contexte d'un récent durcissement par l'Algérie des conditions de transfert de fonds à l'étranger, Messieurs Kacem et Slimane AIT YALLA ont pris l'engagement solidaire de se substituer totalement et sans délai à la société BYA ELECTRONIC, au cas où celle-ci ne serait pas en mesure de régler à bonne date les échéances de règlement de sa dette de 295 720,47 €. Cette créance est distincte de celle de 2 159 040 € détenue par UNIVERSAL MULTIMEDIA sur la même société, ayant fait l'objet d'un plan de règlement échelonné allant d'avril 2009 à avril 2016.

Risques sur l'activité

Dans le cadre de son redéploiement et de la mise sur le marché de ses nouveaux produits, la société ne dispose d'aucun historique, et, doit regagner la confiance de ses clients.

A noter qu'en raison du plan de continuation en cours, la société continue de subir les effets de son redressement judiciaire à savoir notamment qu'elle ne dispose d'aucun encours financier auprès de ses fournisseurs et de son partenaire bancaire.

Principales transactions avec les parties liées

Les rémunérations versées au titre de l'exercice aux mandataires sociaux d'Universal Multimédia SA se sont élevées à 26 K€.

Aucune autre rémunération n'a été versée sous forme de jetons de présence ou de paiement en actions. Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucun avantage postérieur à l'emploi, d'aucun autre avantage à long terme, d'aucune indemnité de fin de contrat de travail en cas de départ à la retraite, cessation de fonction ou autres.

Plan de continuation et Chiffre d'Affaires

a) Evolution de l'activité et des résultats sur le semestre

Extrait des agrégats du compte de résultat :

	<i>30 septembre 2009</i>	<i>30 septembre 2008</i>	<i>31 mars 2009</i>
	<i>6 mois</i>	<i>6 mois</i>	<i>12 mois</i>
Chiffre d'affaires:	356	366	675
Charges opérationnelles :	(699)	(1 099)	(2 329)
Résultat opérationnel courant (perte)	(343)	(733)	(1 654)
Résultat opérationnel / (perte)	(345)	(733)	(1 654)
Autres produits et (charges) financiers nets	(190)	(687)	(864)
Résultat (perte) net des activités poursuivies	(535)	(1 420)	(2 518)
Résultat net des activités abandonnées			
Résultat (perte) net	(535)	(1 420)	(2 518)

Le chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre 2009 (du 1^{er} juillet 2009 au 30 septembre 2009) ressort à 343 396€ en très nette progression par rapport au 3^{ème} trimestre 2008 qui faisait ressortir un chiffre d'affaire de 152 542€

Globalement, l'activité au premier semestre a été caractérisée par une première période d'avril à juin 2009 difficile et une nette amélioration de tendance depuis le mois de juillet 2009.

Ainsi, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2009 (du 1^{er} avril 2009 au 30 septembre 2009) ressort à 356 K€ contre 366 K€ pour le 1^{er} semestre 2008, soit en léger repli par rapport à celui-ci.

Cette baisse est principalement imputable au fait que le client qui représentait plus de 90% du chiffre d'affaires sur le semestre comparé précédent n'a fait l'objet d'aucune facturation sur ce semestre.

Les principaux coûts sur ce semestre sont décomposés comme suit :

- la masse salariale s'élevant à 274 K€
- les honoraires pour 190 K€
- les reprises aux provisions pour risques et charges s'élevant à 150 K€
- La sous-traitance pour 113 K€, et qui tient compte d'un montant de travaux réalisés à hauteur de 100 K€ dans le cadre du marché relatif à la cession d'une unité de production.

Le résultat du semestre reste déficitaire.

b) Point sur le plan de continuation

A l'ouverture de la procédure, le montant du passif déclaré s'élevait à 14.657.957.70 €

Au 30 septembre 2009, le montant du passif s'élève à 11 188 767 €

L'échéancier d'apurement du passif s'établit comme suit :

Année 1* 1/04/08	Complément année 1* 30/01/09	année 2* 1/04/09	année 3 1/04/10	année 4 1/04/11	année 5 1/04/12	année 6 1/04/13	année 7 1/04/14	année 8 1/04/15	année 9 1/04/16	année 10 1/04/17
477949.41	109741.42	587690.86	587690.86	1469227.17	1469227.17	1469227.17	1469227.17	1469227.17	1469227.17	1175381.17

* les échéances relatives aux « année 1 » et « année 2 » ont été réglées

Les dettes financières, ci-après, sont présentées en fonction de l'échéancier du plan de continuation et ont été actualisées au taux de 5%, taux retenu par référence au taux moyen de financement à court terme constaté en 2007 (INSEE)

En milliers d'euros	30-sept-09	31-mars-09
Emprunts auprès des établissements de crédit	6	628
Dettes financières diverses	5 866	5 569
Avances conditionnées	159	167
Intérêts courus non échus		
Sous-total : Emprunts et passifs financiers à long terme, hors part à moins d'un an	6 031	6 364
Découverts bancaires		
Total des passifs financiers non courants Hors location-financement	6 031	6 364
Engagements de location-financement		
Total des passifs financiers non courants y compris location-financement	6 031	6 364
Emprunts auprès des établissements de crédit	1	45
Dettes financières diverses	846	387
Avances conditionnées	23	11
Intérêts courus non échus		
Sous-total : Emprunts et passifs financiers à long terme, part à moins d'un an	870	443
Découverts bancaires		
Engagements de location-financement		
Total des passifs financiers courants	870	443

Quant à l'échéance des autres dettes admises au plan de continuation, elle s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Total	Part à moins d'un an	Part à plus d'un an
Fournisseurs et comptes rattachés	2 577	762	1 815
Dettes fiscales	422	75	347
Dettes sociales	533	132	401
Dette d'impôt			
Produits constatés d'avance			
Dettes diverses	309	2	307
Compte d'écart (voir Note 8)	1 163	1 163	
Total des fournisseurs et autres dettes	5 304	2 134	2 870

**les deux principaux actionnaires ont respectivement prêtés 69 204 actions Universal Multimédia et 15 210 actions Universal Multimédia à la société en 2003.*

Les instruments financiers sont décomposés comme suit

En milliers d'euros	30-sept-09	30-sept-08	31-mars-09
Comptes bancaires courants	330	1306	188
Equivalents de trésorerie (SICAV et billets de trésorerie)	27	274	534
Trésorerie disponible	357	1 580	722
Moins : découverts bancaires			
Trésorerie retenue pour le tableau des flux de trésorerie	357	1 580	722

Chiffres d'affaires de l'exercice et perspectives jusqu'à la clôture de l'exercice

La maîtrise de la masse salariale, la polyvalence du personnel, l'intégration maximale dans la structure des tâches jusqu'alors externalisées, la revue systématique des dépenses de structure ont permis à la société de réduire ses pertes.

Toutefois, le contexte économique auquel est confrontée la société, l'amène à maintenir sa position de prudence et de ne pas communiquer de prévision chiffrée pour l'exercice en cours.

Outre le fait que la société ait continuée à assurer le service après-vente sur l'ensemble des produits de sa marque et à approvisionner en pièces détachées ses clients, qu'elle ait maintenue son recentrage sur

la recherche et développement dans le domaine de l'affichage des écrans plats, la société a conclu un accord cadre pluriannuel, sous forme de deux contrats et un mémorandum, avec une structure appartenant à un grand groupe de distribution, visant d'une part à lui assurer, dès le début de l'année 2010, des revenus liés à des prestations de service, et d'autre part à lui permettre de financer une partie de ses activités.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement d'importance n'est intervenu depuis la date d'arrêté du 30 septembre 2009, à l'exception de la transmission universelle de patrimoine de la société Continental Edison évoquée ci-avant.

Organe de direction

Aucune modification n'est intervenue au cours du premier semestre 2009.

Présentation

La société Universal Multimédia est spécialisée dans l'étude, l'industrialisation et la commercialisation d'ensembles et de sous-ensembles électroniques utilisant la technologie des écrans plats destinés au marché grand public et professionnel, en France et à l'export.

La société a été classée par l'ANVAR société innovante par décision N° A98 05 119QFI du 5 novembre 1998. L'ANVAR a accordé à la société pour le projet mettant en œuvre la technologie clé : **TC9 : ECRANS PLATS** le label « TECHNOLOGIE CLE » le 16 avril 2002.

Son programme Recherche s'oriente sur le développement du téléviseur intelligent (numérique, haute définition, interactive et évolutive), vers le concept de la maison numérique et vers les outils de l'affichage public de l'image dynamique. L'axe de ce programme est une stratégie produits-services.

Contacts

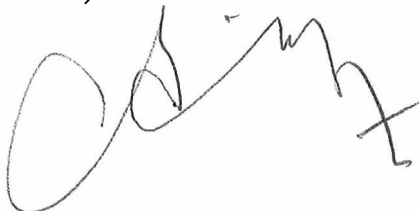
UNIVERSAL MULTIMEDIA

E-mail : pca@universal-multimedia.net

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux notes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité (figurant en page 26) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 30 décembre 2009



Monsieur AIT YALLA Kacem
Président du Conseil d'Administration

UNIVERSAL MULTIMEDIA SA

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2009**

Valla – Fiducinter & Associés
9 rue de l'Echelle
75001 Paris

Hoche Audit
4 avenue Hoche
75008 Paris

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2009

Aux actionnaires
Universal Multimédia SA
Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Universal Multimédia SA, relatifs à la période du 1^{er} avril 2009 au 30 septembre 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 mars 2009. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe intitulé « Hypothèses structurantes de la continuité d'exploitation » inclus dans la note 1 de l'annexe, relatif à l'exposé de la problématique, des hypothèses et des incertitudes sur lesquelles repose actuellement l'appréciation du maintien du principe de continuité d'exploitation.

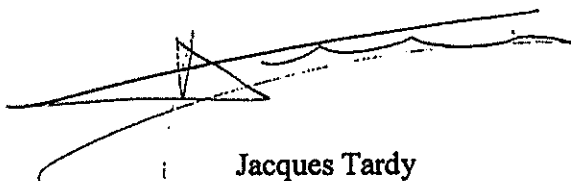
2. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris, le 30 décembre 2009

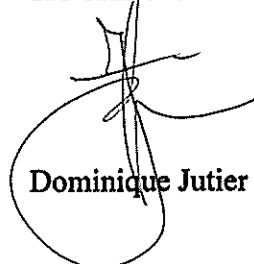
Les Commissaires aux comptes

VALLA-FIDUCINTER & ASSOCIES

A stylized signature consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Jacques Tardy

HOCHE AUDIT

A stylized signature with a large circular loop at the bottom and several vertical strokes above it.

Dominique Jutier